



# La Commune



## En avant pour une politique ouvrière anticapitaliste !

Publié le mercredi 11 juillet 2018



### La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 55 – mercredi 11 juillet 2018

Les choses sont claires : Macron et sa camarilla sont en chute libre.

Pour l'instant, la chute est amortie par les hautes directions confédérales de nos syndicats qui imposent le syndicalisme dit de « proposition » et de pourparlers permanents avec le pouvoir. L'opposition « antilibérale » et « gauche radicale » est clouée au sol, quand elle ne se donne pas en spectacle folklorique et autres initiatives de diversion.

Dans ces conditions, les travailleurs et les jeunes apprennent à compter d'abord sur leurs propres forces et à se mobiliser, avec leurs syndicats de base, autour de leurs revendications sans rien attendre du bon vouloir des hautes directions syndicales, puisqu'elles se refusent à exiger l'abrogation et le retrait des réformes, puisqu'elles se refusent à mettre en route un plan de lutte vers la grève générale permettant d'arracher les revendications et l'abolition des réformes.

Ce peuple travailleur n'attend rien non plus des leaders politiques, qu'ils se nomment

Mélenchon, Hamon ou Besancenot, puisqu'aucun d'entre eux ne s'oriente dans la voie de la rupture avec Macron, l'Union européenne et leurs réformes, puisqu'aucun d'entre eux ne prend d'initiative sérieuse pour la défense des libertés publiques et individuelles.

Les choses sont claires : en dehors d'une politique ouvrière anticapitaliste, il n'y a pas d'« alternative ». En dehors de la lutte de classes, il n'y a pas de « solution » ni même « d'unité » possible.

Lorsque les réformes visent frontalement à mettre en pièce tous les droits collectifs, à remplacer – comme disait Jaurès – la certitude du droit par l'arbitraire de la charité, il n'y a plus de négociations possibles avec ceux qui ordonnent ce « nouvel Etat Providence » (Macron, dixit). **Lorsqu'une réforme vise la liquidation du Statut des cheminots et la Concurrence en lieu et place du service public, il n'y a plus de négociation possible.**



Lorsque des dirigeants fédéraux qui se prévalent d'incarner le syndicalisme de lutte appellent à des grèves pour « peser » sur des négociations en faveur d'une convention collective indispensable pour briser le Statut des cheminots, se produit une fracture syndicale.

Au regard de cette confiscation de nos syndicats par une poignée de dirigeants à des fins d'accompagnement des réformes, une politique ouvrière anticapitaliste est **une politique qui commence par la satisfaction des revendications vitales et pour « garder ce qu'on a »** : Statuts, droits collectifs interprofessionnels, en rappelant aux néo-syndicalistes que le syndicat a vocation de défendre les intérêts matériels et moraux des travailleurs, à tous les niveaux.

Une politique ouvrière anticapitaliste est une politique qui ne transige pas sur les licenciements et les fermetures d'usines, de sites, de services, de dépôts : **pas un seul licenciement, sec ou déguisé, pas une seule fermeture !**

Une politique ouvrière anticapitaliste est une politique pour l'abolition pure et simple du travail précaire, pour la garantie de l'emploi dans tous les secteurs ;

## ***Un vrai travail, un vrai salaire, un vrai logement à loyer modéré,***

serait-ce trop demander ?

Ce sont les premiers mots d'une politique ouvrière au service de toute la population, ayant comme point de départ : la satisfaction des besoins immédiats de toute la population. Avec la claire conscience que la satisfaction des besoins de toutes et tous est incompatible avec le capitalisme, qu'il soit « libéral » ou « protectionniste ». La satisfaction de nos besoins immédiats, qu'il s'agisse des besoins que peuvent satisfaire les hôpitaux, les crèches, les transports collectifs, les écoles, la construction de logements à loyers vraiment modérés, tous ces besoins pratiques sont incompatibles avec la propriété privée des banques, des holdings, des trusts. Tous ces besoins pratiques exigent la véritable nationalisation totale, filiales comprises, de l'Energie, des transports collectifs aériens, ferroviaires et routiers et leur Monopole d'Etat

Cela suppose dès maintenant **la rupture avec les capitalistes et les banquiers, la rupture avec le gouvernement des capitalistes et des banquiers, la rupture avec l'Union « européenne »**.

Cela commence aujourd'hui par l'intervention systématique et opiniâtre contre toutes les entraves à la lutte de classes que dressent les hautes bureaucraties syndicales ou encore le petit Etat-major du « parti de gauche » qui cherche à faire de la France insoumise, un lieu d'embrigadement pour imposer une politique qui n'est ni ouvrière et populaire, ni démocratique. Les uns comme les autres ne cherchent-ils pas à dénaturer le syndicalisme, à le rendre dépendant ?

Regardez les, ces « opposants », ces « anti-Macron » de kermesse qui sont déjà engagés jusqu'au cou dans les tractations, les embrouilles et la lutte des places pour les élections européennes dont la population n'attend absolument rien, tous ceux qui vont nous faire croire que ces élections seraient un « enjeu » ou un moyen de « se faire entendre » !

Triste farce électorale !

Nous n'avons quant à nous pas d'autre « échéance » que **la mobilisation indépendante des travailleurs, des jeunes et de la population se dirigeant eux-mêmes vers la grève générale** dans ce pays. La colère et la révolte accumulées au sein des classes populaires ne demande à présent qu'à sortir de ses gonds.

Sans attendre, dès maintenant, dans cette situation qui dure mais ne peut plus durer, en avant vers une politique ouvrière anticapitaliste !

*11 juillet 2018*